



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 14 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAVIPLAST 52

Zone industrielle Les Moulières
B.P. n°6
52600 Chalindrey

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juillet 2023 dans l'établissement SAVIPLAST 52 implanté Zone industrielle Les Moulières B.P. n°6 52600 Chalindrey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au regard des conditions climatiques, Madame la Préfète a pris un arrêté préfectoral portant adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau sur la zone d'alerte « Saone amont » le 7 juillet 2023. Le seuil d'Alerte Renforcée est franchi pour cette zone. L'inspection des installations classées a, par conséquent, déclenché une visite réactive en date du 12 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIPLAST 52
- Zone industrielle Les Moulières B.P. n°6 52600 Chalindrey
- Code AIOT : 0005701300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SAVIPLAST 52 (ex DECOMEP) de Chalindrey assure l'application de peinture sur des accessoires de construction automobile (coques de rétroviseurs, barres de toits, éléments de taille réduite...).

Cette activité se répartit sur une chaîne d'application principale (L1) et, en moindre mesure, sur une chaîne d'appoint (L2). Les produits appliqués sont imposés par les clients de l'entreprise et sont principalement constitués de peintures solvantées. Le site n'applique pas de peinture à base aqueuse.

Après une phase de difficultés financières, la société DECOMEP a été placée en redressement judiciaire en 2013-2014 et a été reprise par la société SAVIPLAST.
Le site a subi, en 2022, le ralentissement de la production automobile.
Son directeur actuel est en poste depuis septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement annuel	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article I.1	/	Sans objet
2	Mesures de limitation	Arrêté Préfectoral du 04/05/2022, article 5	/	Sans objet
3	Objectifs généraux dans l'exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2019, article 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation n'est pas une grosse consommatrice d'eau. L'exploitant est cependant conscient que des progrès pourraient être fait, notamment grâce à la réutilisation des eaux usées ou au recyclage de l'eau de pluie pour les toilettes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article I.1
Thème(s) : Autre, Prélèvement annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement
Constats : Les consommations annuelles des 3 dernières années ont été fournies par l'exploitant. Elles sont largement inférieures au seuil de 10 000 m ³ /an. Par conséquent, cette installation n'est pas concernée par l'arrêté ministériel susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de limitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2022, article 5
Thème(s) : Autre, Mesures de limitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau Exploitation des ICPE – Alerte renforcée : Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrice d'eaux polluées sont reportées [...] sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.
Constats : Il n'y a pas d'opérations exceptionnelles nécessitant de l'usage de l'eau. Les deux plus gros postes de consommation d'eau sont les toilettes et le nettoyage des outils qui est indispensable et qui a lieu toutes les semaines. La consommation d'eau représente environ 2 m ³ par semaine. L'exploitant effectue normalement un exercice incendie par semaine; cet exercice consomme environ 5 m ³ à chaque exercice. Ce dernier est arrêté en période de sécheresse. Ce point de suscite pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Objectifs généraux dans l'exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2019, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Consommations d'eau et gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - limiter la consommation d'eau (à titre d'exemple, l'exploitant peut notamment privilégier la récupération de l'eau pour l'arrosage des espaces verts et les usages sanitaires sous certaines conditions) et limiter les émissions de polluants dans l'environnement, - assurer une bonne gestion des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques, et limiter autant que possible les quantités rejetées,
Constats : L'exploitant a relancé récemment le relevé hebdomadaire des compteurs d'eau tous les mercredi matin. Cela fait environ 3 ans que ces relevés n'étaient plus réalisés. L'exploitant a précisé lors de la visite qu'il envisage de mener une étude sur la réutilisation des eaux usées ou des eaux de pluie pour les toilettes. Ce point de suscite pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet